

Suivi Hebdomadaire

Perspectives Économiques et Financières

04 novembre 2019

Rédacteurs

Gestion

Recherche Economique

Vers une année de décollecte record des investisseurs sur les actions européennes?

Les flux du troisième trimestre ne montrent ni inversement de tendance, ni ralentissement sur la décollecte des OPC et ETF investis sur les actions européennes : depuis le début de l'année, le cumul des rachats atteint -72 Mds€.

Sur le troisième trimestre, les actions souffrent de -7 Mds€ de retraits, qui sont néanmoins plus faibles que les -9 Mds€ rachetés sur les fonds alternatifs. A l'inverse, les obligations ont toujours la faveur des investisseurs, avec +83 Mds€ de souscriptions.

Au sein des actions, la catégorie globale « Monde » bénéficie des souscriptions les plus importantes à +21 Mds€, suivis par la zone « Etats-Unis » à +3 Mds€. En contrepartie, toutes les autres zones géographiques souffrent de cet arbitrage : l'Europe décollecte -17 Mds€, les pays émergents -12 Mds€ et le Japon -2 Mds€.

La collecte sur les OPC et ETF obligataires se poursuit sur le même rythme que début 2019 et toutes les catégories en bénéficient. Les investisseurs ne sont pas seulement à la recherche de rendement positifs en orientant leurs investissements sur la catégorie « Monde » (+32 Mds€), sur les Etats-Unis (+11 Mds€) ou sur des obligations jugées plus risquées comme les émergentes (+8 Mds€) et celles à haut rendement (+6 Mds€). Ils souscrivent également des fonds d'obligations européennes pour +26 Mds€, malgré des taux de rendement en grande partie négatifs au sein de la région.

Pour les investisseurs européens, les années 2012 et 2016 étaient les dernières périodes calendaires de forte décollecte sur les actions européennes. Les neuf premiers mois de l'année 2019 établissent déjà un nouveau record de retraits, sans même prendre en compte les retraits des investisseurs mondiaux. L'absence de rendement sur les obligations européennes n'entame pas le choix des investisseurs de ne pas exposer leur capital au risque, quitte à en assumer le coût.

Sommaire

Suivi des marchés p2

Marchés obligataires
Marchés des changes
Marchés actions

Suivi macroéconomique p3

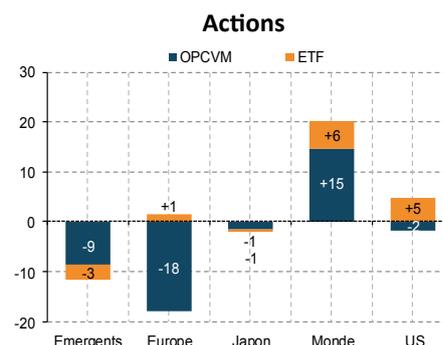
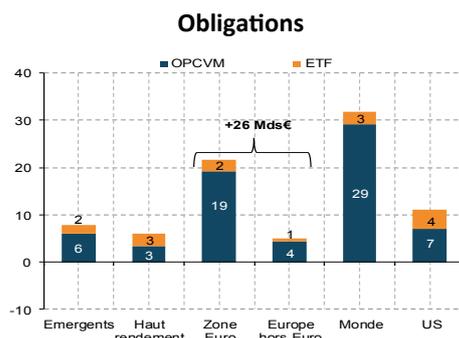
Etats-Unis
Europe
Asie

Tableaux synthétiques p6

Indicateurs macro
Indicateurs de marchés

Flux nets de souscriptions sur les OPC et ETF de droit européen au T3 2019

« Les flux du troisième trimestre ne montrent ni inversement de tendance, ni ralentissement sur la décollecte des OPC et ETF investis sur les actions européennes »



Sources : Morningstar, Pôle Multigestion Covéa Finance

Suivi des Marchés

Obligataires

Les rendements sont en baisse après un début de semaine plutôt haussier portés par l'accord de l'Union Européenne pour prolonger la période de sortie du Royaume-Uni, ainsi que la perspective d'un accord sur la « phase 1 » des négociations commerciales entre la Chine et les Etats-Unis. La réunion de la FED et la baisse de ses taux directeurs de 25 points de base a inversé la tendance sur la 2ème partie de la semaine. Les taux à 10 ans baissent ainsi de 1 à 13 points de base (pbs) à -0,07% en France, -0,38% en Allemagne, 0,99% en Italie, 0,27% en Espagne et 1,71% aux Etats-Unis. Sur le marché du repo, le besoin de liquidité des banques semble toujours important, nous en sommes à 229,6Mds\$ de liquidités injectées dans le marché ce qui est le montant le plus élevé depuis le début des opérations de prises en pension de la FED. Côté gestion, nous profitons de la hausse des rendements du début de semaine pour investir 150M€ sur un panier d'Etats (Italie, Espagne, France).

Changes

L'Euro progresse de 0,8% sur la semaine face au Dollar à 1,116 Dollar pour un Euro. Face au Sterling, la monnaie européenne recule de -0,1% à 0,863 Sterling pour un Euro. Enfin, l'Euro est en hausse de 0,3% face au Yen à 120,8 Yens pour un Euro.

Actions

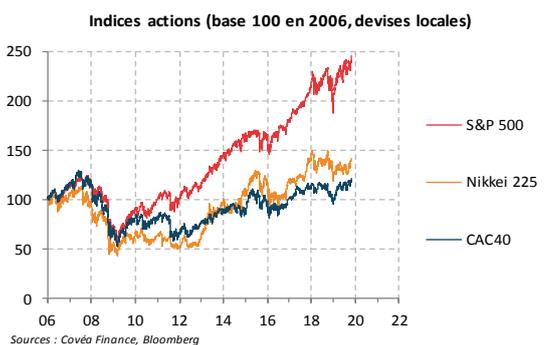
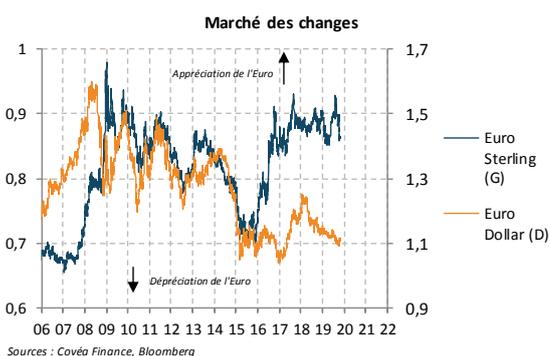
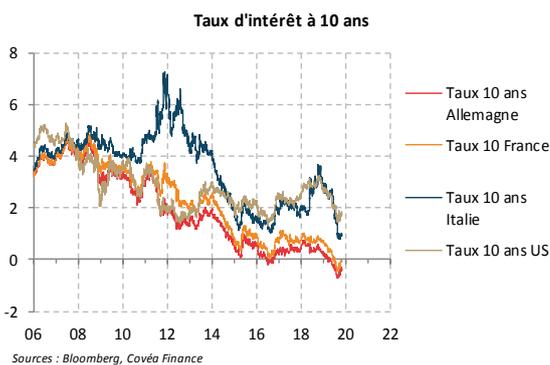
L'indice MSCI EMU (Union Economique et Monétaire) affiche une nouvelle hausse sur la semaine (+0,4%) après avoir passé 4 jours sur 5 en négatif. Les discussions sino-américaines et les publications de résultats trimestriels ont été les principaux facteurs explicatifs de performances sectorielles hétérogènes. La santé (+2,1%), un secteur traditionnellement défensif, domine le classement grâce notamment à la bonne publication de Fresenius Medical Care (+12,2%) et côtoie dans le haut du tableau

des secteurs plus cycliques comme l'industrie (+1,6%) et la technologie (+1%). Dans le bas du classement les services de communication (-1,6%), pénalisés par la recherche de cycle, et la finance (-1,5%) font quasiment jeu égal suite aux publications plus que décevantes de Deutsche Bank (-5,2%) et Banco Santander (-7%). Depuis le début de l'année, l'indice atteint un nouveau plus haut en fin de semaine avec une progression de 18,9% et les écarts de performances entre les extrêmes se creusent avec la technologie à +31,7% et les services de communication à +2%.

Au niveau géographique, l'Espagne (-1,1%) ferme la marche, pénalisée par Banco Santander, tandis que les petites et moyennes capitalisations (+1,2%) surperforment le MSCI EMU et le MSCI Europe, se faisant ainsi le reflet de la recherche de risque des investisseurs sur la semaine.

Les marchés asiatiques progressent grâce aux développements positifs relatifs aux négociations commerciales notamment après les propos encourageants de la Chine. Singapour, Japon, et Taiwan, également très exposés au commerce mondial, progressent sur ces éléments. L'Inde signe la meilleure performance, toujours aidée par la réforme fiscale et par la baisse récente du dollar. L'Australie et l'Indonésie sous performant, respectivement impactés par les financières et par de mauvaises publications notamment dans le secteur minier (qui souffre de la baisse des prix du charbon).

Aux Etats-Unis le S&P 500 progresse de 1,5% sur la semaine et franchit de nouveaux records historiques soutenu notamment par les bonnes publications des géants comme Apple et Facebook, par la baisse des taux de la FED et par les statistiques montrant une résilience de l'économie américaine. La santé, la technologie et les industrielles surperforment sur la semaine soutenues par des résultats d'entreprises positifs (Merck, Pfizer, Qorvo ou Kinaxis), et par des indicateurs macroéconomiques rassurants. A l'inverse l'énergie et les secteurs défensifs (services aux collectivités et immobilier) sous performant. Du côté des entreprises, Tiffany monte très fortement après que LVMH ait confirmé avoir étudié une offre de rachat. A l'inverse Arista Network chute après avoir revu à la baisse ses perspectives de croissance pour le prochain trimestre et pour 2020. Parmi nos valeurs IqvIa (santé) a publié de bons résultats mais abaissé légèrement ses perspectives en raison d'effets de change négatifs, O'Reilly Automotive a fait état d'une poursuite de la croissance de ses ventes et Phillips 66 (raffinage et pétrochimie) a vu ses résultats progresser fortement.

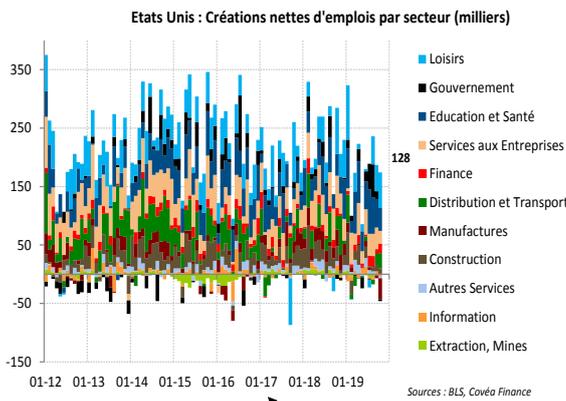


Suivi Macroéconomique

États-Unis

« Le rapport d'octobre sur l'emploi témoigne de la solidité du marché du travail »

Le Produit Intérieur Brut américain a progressé de 0,5% en glissement trimestriel au troisième trimestre, selon la première estimation du BEA (*Bureau of Economic Analysis*). La relative stabilité du rythme de croissance par rapport au second trimestre (T2) masque une divergence croissante entre les principaux vecteurs de croissance : la demande des ménages reste solide,



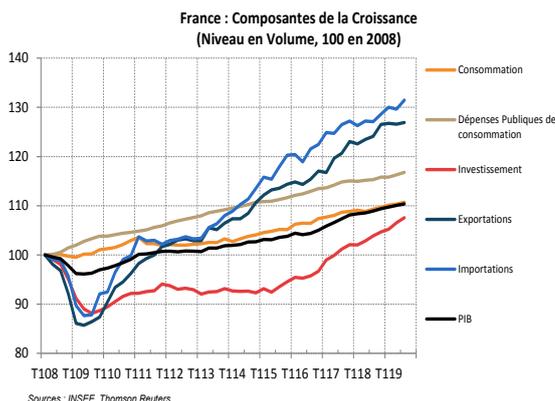
tandis que la détérioration de l'investissement des entreprises s'accroît. Il en résulte une poursuite du ralentissement tendanciel de la dynamique d'activité, avec une croissance annuelle du PIB qui affiche désormais un rythme de 2%, contre 2,9% en 2018. Les dépenses de consommation s'inscrivent en hausse de 0,7% sur le trimestre, ce qui maintient leur croissance annuelle à 2,5%. L'investissement résidentiel tire profit de la baisse des taux d'intérêt et se redresse de 1,5% en glissement trimestriel, après 6 trimestres consécutifs de contraction. Du côté des entreprises, la tendance est nettement moins favorable, ce qui n'est pas sans faire peser des risques à terme sur le dynamisme de la consommation. L'investissement non résidentiel enregistre une contraction de 0,8% sur le trimestre, après -0,3% au deuxième trimestre. La détérioration concerne particulièrement l'investissement en infrastructures. Les exportations qui avaient chuté de 1,4% au deuxième trimestre, ne se redressent que très

légèrement au troisième trimestre (+0,2%). Sur le plan monétaire, la Réserve fédérale a procédé à une 3ème baisse consécutive de 0,25% de son taux directeur, ce qui porte la fourchette cible à [1,50;1,75%]. Comme en septembre, deux membres se sont prononcés pour un statu quo. Les ajustements du communiqué de presse et les déclarations du Président de la Fed lors de la conférence de presse indiquent que le comité envisage désormais une pause de ce mouvement d'assouplissement. Jerome Powell a ainsi déclaré que la politique monétaire est en bonne position, et que le comité réagira si les perspectives changent de façon matérielle. Il a par ailleurs répété que les achats de T-bills annoncés le 11 octobre sont un « ajustement purement technique » qui ne doit pas être confondu avec un programme d'assouplissement quantitatif. Sur le marché du travail, le rapport d'emploi d'octobre est rassurant quant à la solidité des embauches. L'économie américaine a créé 128 000 postes sur le mois malgré l'impact des grèves chez General Motors (-42 000 dans l'automobile). Les estimations de septembre et août ont également été révisées en hausse à hauteur de 95 000 emplois. Au final, la moyenne mensuelle des créations de postes s'établit à 175 000 emplois sur les 3 derniers mois. Malgré les signaux de ralentissement, les embauches dans les services restent soutenues (157 000 en octobre). Dans l'industrie, l'indicateur d'enquête ISM s'est légèrement repris en octobre, mais demeure sur des niveaux décrivant une contraction (48,3 après 47,8, soit sous le seuil de 50 qui indique une baisse de l'activité). La sous-composante production de l'indice est en recul tandis que les commandes s'améliorent, notamment celles à l'export qui s'étaient fortement dégradées ces derniers mois (50,4 après 41).

Europe

« La croissance de la zone Euro reste positive mais sans tonus... »

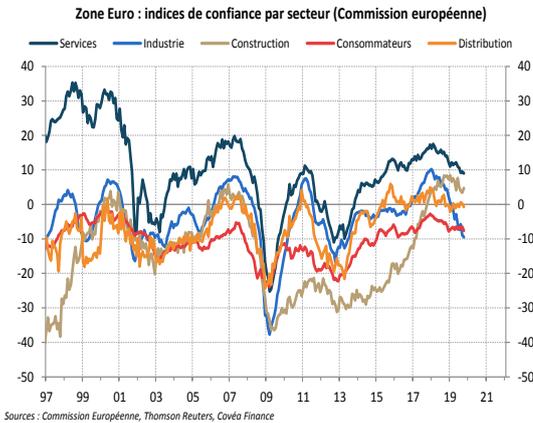
En première estimation, la croissance de la **zone Euro** est restée stable à 0,2% sur le troisième trimestre. Sur les 12 derniers mois, le PIB est en hausse de 1,1%, soit une légère décélération du rythme de croissance relativement au rythme de 1,2% affiché au second trimestre. Le ralentissement de la croissance européenne ne permet plus au taux de chômage de poursuivre sa longue tendance baissière entamée au début de l'année 2013. En septembre, le taux de chômage affiche de nouveau un taux de 7,5%, et confirme sa stabilisation dessinée depuis le début de l'année.



La croissance française est quant à elle restée stable sur le troisième trimestre sur son rythme de croisière imprimé depuis le début de l'année 2019, à savoir 0,3% de hausse sur le trimestre. Dans le détail, cette hausse du PIB a été alimentée par une légère accélération de la croissance des dépenses de consommation, avec en particulier la reprise des dépenses en biens manufacturés en progression de 1,6% sur le trimestre. L'investissement est en hausse pour le sixième trimestre consécutif (+0,9%) stimulé par la bonne résilience de l'investissement des entreprises non financières (+1,2%). Cette bonne dynamique de la demande intérieure est contrebalancée une nouvelle fois par une

Suivi Macroéconomique

dynamique du solde commercial défavorable sur le trimestre, conjugaison d'exportations atones (+0,3%) et d'importations dynamiques (+1,4%) portées notamment par l'augmentation d'achats automobiles et de matériels aéronautiques. Au global, la croissance annuelle du PIB s'établit à 1,3%. Dans ce contexte, la confiance des consommateurs français est restée stable à 104 points, ce qui la maintient sur des niveaux historiquement élevés et marque une poursuite de la résistance de la confiance des ménages à des perspectives économiques plus incertaines.



Le sentiment économique en zone Euro, indice agrégeant la confiance relevée chez les différents agents économiques a poursuivi son érosion en octobre sous l'effet conjugué d'une baisse sur le mois de la confiance des industriels, des consommateurs, des distributeurs et des agents du secteur des services. Cette détérioration continue d'illustrer le freinage en cours de l'activité dans la zone euro, sans marquer pour le moment d'accélération de cette dégradation. En absolu, la confiance des consommateurs, des détaillants et des professionnels de la construction reste élevée, traduisant la résistance de la dynamique de la demande intérieure. C'est en outre le cas de la consommation en Allemagne, qui au regard des ventes au détail, affiche une stabilité remarquable au vu du contexte particulièrement dégradé du côté de l'industrie outre-Rhin. Les ventes chez les détaillants restent en progression annuelle de plus de 3% en septembre.

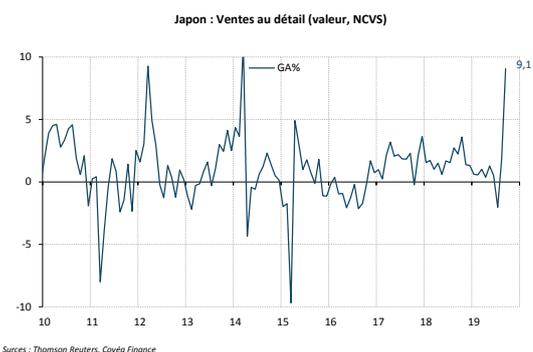
Dans les autres publications, les dynamiques des agrégats de la masse monétaire et des crédits n'ont pas marqué sur le mois de septembre d'évolution majeure. La progression de la monnaie en circulation et des dépôts reste élevée à près de 8%, tandis que les crédits au secteur privé demeure sur un rythme proche de 3% depuis maintenant plus de 12 mois, ce rythme continuant de masquer de grandes disparités entre une dynamique du crédit nettement plus favorable dans les pays du cœur de la zone (5,6% en France, 6% en Allemagne) et les pays du sud où le mouvement global de désendettement se poursuit (-2% en Italie, -1,1% en Espagne). Du côté des prix, la croissance des prix à la consommation poursuit son ralentissement à la faveur d'un effet de base annuel défavorable affectant les prix de l'énergie (-3,2% en octobre contre -1,8% en septembre). Corrigé des prix les plus volatils (énergie, alimentaire, alcool et tabac), l'inflation cœur est en très légère hausse depuis deux mois, passant de 0,9% en août à 1,1% en octobre.

Au Royaume-Uni, Boris Johnson a finalement réussi, au bout de sa quatrième tentative, à provoquer avec l'accord du parlement de nouvelles élections législatives programmées pour le 12 décembre prochain. Le parlement britannique sera ainsi dissout mercredi 06 novembre afin de laisser 5 semaines de campagne électorale au futur candidat. Les *Tories* devraient axer leur campagne sur la validation du plan de sortie de l'UE de Boris Johnson tandis que l'opposition *Travailleuse* devrait proposer, suivant leur ligne tracée sur les derniers mois, l'organisation d'un nouveau référendum afin de laisser la population britannique s'exprimer de nouveau sur la sortie du Royaume-Uni de l'UE.

Asie et autres émergents

« Rebonds temporaires en amont de la hausse de la TVA du 1^{er} octobre »

Au **Japon**, les ventes au détail bondissent de 9,1% en rythme annuel (GA) en septembre (contre 2% en août), en amont de la hausse de la TVA du 1^{er} octobre (8% à 10%). Il s'agit de la plus forte augmentation en 5 ans. Dans le détail, les ventes des grands magasins progressent de 17% (contre 7,6% en août et -6,2 en juillet), notamment les appareils ménagers (28%) et l'automobile (13%). Les ventes en gros sont en hausse de 4,6% et les magasins de proximité en baisse à -0,2%. La ruée est similaire à celle de 2014 lors de la hausse de la TVA de 5% à 8%. Les ventes au détail avaient alors augmenté de 11% pour se



contracter le mois suivant de -4,3%. La contraction devrait être moins sévère cette fois, maintenant un bon troisième trimestre, mais le dernier trimestre risque d'être plus marqué.

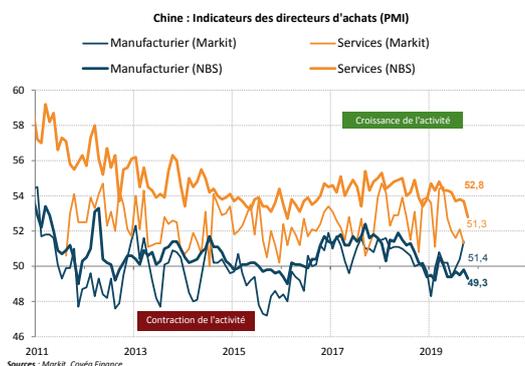
Toujours en relation avec la hausse anticipée de la TVA, la production industrielle se redresse à 1,1% en septembre en rythme annuel (après -4,7% en août), soit nettement au-dessus du consensus (-0,1%). Ce rebond paraît également temporaire, alors que la tendance reste baissière. La production industrielle devrait diminuer au 4^{ème} trimestre en raison de la faiblesse de la demande extérieure, notamment asiatique, et d'une demande intérieure qui devrait être pénalisée par l'ajustement à venir. La contraction du PMI manufacturier à 48,4 en octobre (contre 48,9 en septembre) semble le confirmer via un enfoncement à son plus faible

Suivi Macroéconomique

niveau depuis juin 2016, avec une baisse de la demande intérieure, comme en témoigne la diminution des nouvelles commandes. Le ralentissement s'intensifie augurant d'un dernier trimestre en nette détérioration, malgré la probable bonne tenue du troisième trimestre. Par ailleurs, le taux de chômage se détériore pour la première fois en 6 mois à 2,4% de la population active en septembre, contre 2,2% en août. Il reste toutefois proche des plus bas historiques.

Enfin, la Banque du Japon (BoJ), qui réunissait ses membres le 30/31 octobre, a décidé de laisser inchangée sa politique monétaire. Elle a toutefois modifié sa politique de guidage des anticipations sur sa politique (« forward guidance »), en enlevant de sa politique d'assouplissement monétaire la mention « au moins jusqu'au printemps 2020 », au profit d'une nouvelle mention concernant ses taux courts et longs, stipulant qu'ils resteraient « à leur niveau actuel ou plus bas aussi longtemps qu'il est nécessaire ». La BoJ introduit un biais plus accommodant permanent dans sa communication et indique explicitement sa capacité à stimuler l'économie en réduisant le cas échéant davantage ses taux d'intérêt en territoire négatif (taux courts actuellement à -0,1% et taux longs maintenus autour de 0%). Le communiqué est davantage axé sur les ralentissements de l'activité et de l'inflation, en insistant notamment sur le momentum d'activité négatif en cours et le fait d'être temporairement en dessous du potentiel de croissance en raison de l'environnement extérieur (notamment des tensions entre la Chine et les Etats-Unis). Simultanément, et inversement, elle voit la demande intérieure résister, justifiant implicitement son absence d'intervention. A ce titre, les prévisions de croissance ont été abaissées à 0,6% en 2019 (0,7% précédemment) et 0,7% en 2020 (contre 0,9% précédemment). Les prévisions d'inflation sont également revues à la baisse à 0,7% en 2019 (1% précédemment) et 1,1% en 2020 (1,3% précédemment). Ainsi, la BoJ continue de temporiser, à priori pour longtemps, sans réduire ses taux d'intérêt, le recul du yen depuis août autour 108 yen pour un dollar actuellement facilitant son attentisme. Par ailleurs, les prévisions de croissance et d'inflation de la BoJ sont probablement trop optimistes, car servant les objectifs de sa politique monétaire de temporisation. La bonne tenue de ses prévisions permet ne pas pénaliser davantage la rentabilité des banques via de nouvelles baisses de taux d'intérêt.

En **Chine**, le PMI manufacturier (NBS) chute à 49,3 en octobre (après 49,8 en septembre) nettement en dessous du consensus (49,8), un plus bas depuis février, alors que le PMI non-manufacturier baisse également à 52,8 (53,7 en septembre). La diminution est partiellement imputable à un nombre de jours travaillés réduits du fait du long week-end lié à la fête nationale. Toutefois, la faible confiance des entreprises privées signale la faiblesse de l'investissement. Les tensions commerciales continuent de peser avec une incertitude toujours présentes, notamment au niveau du calendrier, car le Chili a annulé le sommet régional prévu mi-novembre). Les nouvelles commandes d'exportations l'illustrent avec une contraction à 47 (contre 48,2 précédemment). Du côté de la demande intérieure, la mesure des importations diminue à 46,9 (contre 47,1 précédemment). A l'inverse, le PMI (Caixin/Markit) s'inscrit en hausse à 51,7 en octobre (après 51,4 en sept.). Les nouvelles commandes et les exportations augmentent en territoire positif (au-dessus du seuil de 50), révélant à la fois des améliorations des demandes intérieure et extérieure, cependant, le marché de l'emploi continue de se dégrader. En l'absence de soutien monétaire massif, il n'y a pas de signes d'amélioration à attendre à court terme. La croissance devrait poursuivre son ralentissement en cours avec des risques croissants d'ajustement conjoncturel à venir.



En **Corée**, la production industrielle rebondit à 0,4% (-2,9% en août), mais le PMI manufacturier reste en territoire négatif à 48,4 en octobre (après 48 en septembre). Les sous-composantes production et nouvelles commandes du PMI continuent de décliner. Les difficultés extérieures (tensions commerciales, faiblesse de la demande externe) se transmettent clairement à la demande intérieure, augurant de perspectives négatives. Les mauvais chiffres du commerce en témoignent également. Les exportations continuent de chuter de -14% en rythme annuel (GA) en octobre, pour le onzième mois consécutif (après -12% en septembre), soit la plus forte baisse depuis janvier 2016, notamment vers la Chine (-17%). Les exportations de semi-conducteurs continuent leur chute à -32%. Les importations s'affaiblissent aussi de -15% (-6% en septembre). Par ailleurs, l'inflation s'inscrit à 0% en rythme annuel en octobre (après -0,4% en septembre), alors que l'inflation sous-jacente atteint 0,8% (après 0,6% en septembre). L'absence de tensions inflationnistes couplée à la faiblesse des perspectives de croissance présage d'une nouvelle baisse de taux d'intérêt.

Au **Brésil**, la Banque centrale (BCB) a procédé à une nouvelle baisse de taux de 0,50%. Ce 3ème assouplissement depuis juillet porte le taux directeur à 5%, un point bas depuis plus de 20 ans. La faiblesse de l'inflation (2,9% en rythme annuel en septembre, cible à 4,5%) pourrait mener la BCB à poursuivre l'ajustement.

Tableaux synthétiques

INDICATEURS MACRO		mai-19	juin-19	juil.-19	août-19	sept.-19	oct.-19	nov.-19	
Etats-Unis	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	1,8	1,1	0,4	0,4	-0,1			
	Dépenses personnelles de consommation (volume, CVS, GA%)	2,6	2,6	2,5	2,4	2,6			
	Créations / Destructions nettes d'emplois (nonfarm payrolls, milliers)	62	178	166	219	180	128		
	Exportations (volume, CVS, GA%)	-1,1	-1,3	0,4	2,2				
	Salaires horaires nominaux (valeur, CVS, GA%)	3,1	3,2	3,3	3,2	3,0	3,0		
	Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	1,8	1,7	1,8	1,8	1,7			
Europe	Zone euro	Crédits aux entreprises (Valeur, NCVS, M ds €)	4472,7	4472,7	4500,0	4495,6	4481,0		
		Taux de chômage (%de la population active)	7,6	7,5	7,6	7,5	7,5		
		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	1,2	1,3	1,0	1,0	0,8	0,7	
	Allemagne	IFO - Perspectives de Production à 6 mois (indice)	94,3	93,7	92,1	91,1	91,0	91,9	
		Ventes au détail (volume, CVS, GA%)	1,8	3,6	3,0	3,2	3,5		
		Commandes à l'industrie (volume, CVS, GA%)	-8,5	-3,5	-4,7	-6,6			
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	-0,4	-0,5	0,8	-0,8			
	France	Banque de France - Climat des affaires (indice)	98,6	95,4	95,8	98,9	96,0		
		Climat dans le secteur de la construction (indice)	12,2	11,6	8,7	10,3	11,4	14,5	
		Dépenses de consommation - Total (volume, CVS, GA%)	-0,4	-0,8	0,2	-0,1	0,3		
		Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	3,9	-0,1	0,0	-1,4			
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	11,9	1,9	1,0	5,0			
	Italie	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-0,7	-1,3	-0,6	-1,9			
		PMI Manufacturier (Indice)	49,7	48,4	48,5	48,7	47,8	47,7	
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	6,7	0,6	2,4	0,0			
	Espagne	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	1,3	1,6	1,2	1,7			
		PMI Manufacturier (Indice)	50,1	47,9	48,2	48,8	47,7	46,8	
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	5,4	3,4	1,5	-3,5			
	Royaume-Uni	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	0,0	-1,0	-1,1	-1,8			
		Ventes au détail (volume, CVS, GA%)	2,4	3,6	3,4	2,5	3,1		
		Inflation (prix à la consommation, GA%)	2,0	2,0	2,1	1,7	1,7		
	Asie	Japon	Dépenses de consommation (volume, CVS, GA%)	6,1	1,9	1,4	1,0		
			Exportations (valeur, CVS, GA%)	-9,5	-3,6	-4,3	-7,7	-4,8	
Salaires nominaux (volume, CVS, GA%)			-0,5	0,3	-1,0	-0,1			
Chine		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	0,8	0,7	0,6	0,2	0,2		
		Production industrielle (volume, NCVS, GA%)	5,0	6,3	4,8	4,4	5,8		
		Ventes immobilières résidentielles (volume, GA% moyen depuis le début de l'année)	-0,7	-1,0	-0,4	0,6	1,1		
	Importations (valeur, NCVS, GA%)	-8,5	-7,2	-5,3	-5,6	-8,5			
Autres émergents	Brésil	Production industrielle (volume, CVS, GA%)	8,6	-4,1	-4,3	-2,1	0,6		
		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	4,7	3,4	3,2	3,4	2,9		
	Russie	Production industrielle (volume, NCVS, GA%)	0,9	3,4	2,9	2,9	3,1		
		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	5,1	4,7	4,6	4,3	4,0		

20/06/2019 : date de nos dernières Perspectives Economiques et Financières

CVS : données corrigées des variations saisonnières, NCVS : données non corrigées des variations saisonnières

Sources : Thomson Reuters, Covéa Finance

Tableaux synthétiques

INDICATEURS DE MARCHES			31/12/18	20/06/19	01/11/19	Variation depuis le 31/12/18 (% ou pbs)*	Variation depuis le 20/06/19 (% ou pbs)*		
Marchés obligataires	Taux directeurs (%)	Fed	2,50	2,50	1,75	-0,75	-0,75		
		BCE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
		BOE	0,75	0,75	0,75	0,00	0,00		
		BOJ	-0,10	-0,10	-0,10	0,00	0,00		
		Banque de Corée	1,75	1,75	1,25	-0,50	-0,50		
		Brésil	6,50	6,50	5,00	-1,50	-1,50		
		Russie	7,75	7,50	6,50	-1,25	-1,00		
		Inde	6,50	5,75	5,15	-1,35	-0,60		
		Chine	4,35	4,35	4,35	0,00	0,00		
		Taux souverains 10 ans (%)	Etats-Unis	2,68	2,03	1,71	-0,97	-0,32	
	France OAT		0,71	0,01	-0,07	-0,78	-0,08		
	Allemagne		0,24	-0,32	-0,38	-0,62	-0,06		
	Italie		2,74	2,15	0,99	-1,75	-1,15		
	Royaume-Uni		1,28	0,81	0,66	-0,61	-0,14		
	Japon		0,00	-0,17	-0,18	-0,18	-0,01		
	Corée du Sud		1,96	1,55	1,74	-0,22	0,19		
	Russie		9,24	7,83	6,40	-2,84	-1,43		
	Indice crédit	Indice IBOXX Eur Corporate	223,6	235,5	238,3	6,59	1,19		
	Marchés des changes	Contre euro (1 € = ...devises)	Dollar	1,15	1,13	1,12	-2,5	-1,2	
			Sterling	0,90	0,89	0,86	-4,0	-2,9	
Yen			125,6	121,2	120,8	-3,8	-0,3		
Contre dollar (1\$ = ... devises)		Won	1115	1159	1165	4,5	0,5		
		Real brésilien	3,9	3,9	4,0	2,6	2,8		
		Rouble	69,4	62,9	63,5	-8,5	0,9		
		Roupie indienne	69,7	69,7	70,5	1,2	1,2		
		Yuan	6,9	6,9	7,0	2,3	2,7		
		Marchés actions	Devises locales	Etats-Unis - S&P	2507	2954	3067	22,3	3,8
				Japon - Nikkei 300	301	317	338	12,4	6,8
France - CAC 40	4731			5536	5762	21,8	4,1		
Allemagne - DAX	4863			5516	5784	18,9	4,9		
Zone euro - MSCI EMU	108			123	128	18,9	4,3		
Royaume-Uni - FTSE 100	6728			7424	7302	8,5	-1,6		
Corée du Sud - KOSPI	2041			2131	2100	2,9	-1,5		
Brésil - Bovespa	87887			100303	108196	23,1	7,9		
Russie - MICEX	2359			2780	2930	24,2	5,4		
Inde - SENSEX	36068			39602	40165	11,4	1,4		
Chine - Shanghai	2494			2987	2958	18,6	-1,0		
Hong Kong - Hang Seng	25846			28550	27101	4,9	-5,1		
MSCI - BRIC	949			1058	1058	11,5	-0,1		
Euro	S&P (€)				25,5	5,0			
	Nikkei 300 (€)				16,9	7,1			
	FTSE 100 (€)				13,0	1,3			
Matières premières	Agricoles	Mais (centimes de dollar par boisseau)	375	450	389	3,8	-13,5		
		Indice CRB**	409	412	390	-4,7	-5,3		
	Energétiques	Pétrole (Brent, \$ par baril)	54	64	62	14,7	-4,3		
	Métaux précieux	Prix de l'once d'Or	1281	1397	1511	18,0	8,2		
		Prix de la tonne de cuivre	5965	5973	5850	-1,9	-2,1		

*Variations en points de base (pbs) pour les taux souverains et les taux directeurs

**CRB : Indice des prix de 22 matières premières industrielles (59,1%) et alimentaires (40,9%). Cet indice n'inclut pas les prix de l'énergie.

20/06/2019 : date de nos dernières Perspectives Economiques et Financières

Sources : Covéa Finance, Bloomberg

Ce document est établi par Covéa Finance, société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro 97-007, constituée sous forme de société par actions simplifiée au capital de 7 114 644 euros, immatriculée au RCS Paris sous le numéro B 407 625 607, ayant son siège social au 8-12 rue Boissy d'Anglas 75008 Paris.

Ce document est produit à titre indicatif et ne peut être considéré comme une offre de vente ou un conseil en investissement. Il ne constitue pas la base d'un engagement de quelque nature que ce soit, ni une évaluation de stratégie ni aucune recommandation d'investissement dans des instruments financiers.

Il contient des opinions et analyses générales et non personnalisées conçues par Covéa Finance à partir de données chiffrées qu'elle considère comme fiables au jour de leur établissement en fonction du contexte économique, mais dont l'exactitude et la validité ne sont toutefois pas garanties.

Les opinions exprimées dans le document peuvent faire l'objet de modifications sans notification.

Covéa Finance ne saurait être tenue responsable de toute décision prise sur la base d'une information contenue dans ce document. Ce document est la propriété intellectuelle de Covéa Finance. Toute Utilisation (définie ci-après), reproduction ou diffusion de tout ou partie du présent document devra faire l'objet d'une autorisation préalable de Covéa Finance.

Le destinataire du présent document a connaissance et accepte que les données chiffrées, permettant d'établir les opinions et analyses générales et non personnalisées, peuvent être soumises à l'acquisition de droits vis-à-vis de tiers.

Par conséquent, les données chiffrées ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une quelconque Utilisation par le destinataire du document sans l'acquisition préalable des droits nécessaires directement auprès des tiers détenteurs de ces droits.

Par ailleurs, le destinataire du présent document a connaissance et accepte que Covéa Finance ne sera en rien responsable de toute utilisation faite desdites données chiffrées et assumera seul toutes les conséquences vis-à-vis des tiers détenteurs de droits associés à ces données.

L'« Utilisation » s'entend comme, et de manière non limitative, la manipulation de la donnée chiffrée, la distribution, la redistribution, l'intégration dans un système d'information ou dans des documents de tous types.